

Impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur les ménages des enseignants dans la Sous-Division de l'EPST Karisimbi à Goma.

BUDOGO BYAMAHANGA Innocent*
MULONGO MFUENDE Jean-Paul**
NDEKE ZAMBA Casimir***
MBATE LUPIKI Alphonse****

Résumé

Cette étude examine l'impact de la gratuité sur les conditions socio-économiques des ménages des enseignants de la sous division de l'EPST KARISIMBI1 à Goma. Cette enquête menée auprès des enseignants des écoles primaires publiques, toutes gestions confondues de cette sous division, nous avons été en contact avec 230 enquêtés répartis selon les écoles ciblées, notamment : EPA MAENDELEO, EP KARISIMBI, EP CHIPUKO, EP NEEMA, EP TUUNGANE, EP FAZ KATINDO, EP TANGANYIKA, EP UMOJA, EP LUBERIZI, EP MARANATHA, EP KIANGANI, EPA FURAHA, EP MABANGA et EP1 NYIRAGONGO.

L'objectif de cette recherche est de dégager l'incidence de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socio-économiques de ménages des enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma, identifier les stratégies utilisées par ces enseignants pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages impactées par la gratuité de l'enseignement primaire et, enfin, Identifier le souhait des enseignants pour la réussite de la gratuité de l'enseignement primaire dans leur entité, en particulier, et dans la ville de Goma en général.

Pour y arriver, nous avons utilisé la méthode fonctionnelle selon le schéma de Robert King Merton appuyées par les techniques de collecte des données suivante : la technique

**Enseignant-Chercheur, Chef de Travaux à l'Université de Goma, Domaine des Sciences de l'homme et de la société ; Département de sociologie. E-mail : innocentbudogo4@gmail.com, Téléphone : +243 97 83 82 045.*

*** Enseignant-Chercheur, Professeur et Chef de département de sociologie à l'Université de Kisangani, E-mail : mulongojeanpaul@gmail.com, Téléphone : +243 85 26 58 163, +243 81 57 95 627.*

**** Enseignant-Chercheur, Professeur Ordinaire à l'Université de Kisangani et Directeur Général à l'ISP ISANGI dans le Territoire d'ISANGI, E-mail : ndekecasimir@gmail.com, Téléphone : +243 89 82 46 825.*

***** Enseignant-Chercheur, Professeur ordinaire à l'Université de Kisangani, Recteur à l'Université Libre de Kisangani, E-mail : alphonsekubali@yahoo.com, Téléphone : +243 85 57 01 680.*

documentaire, d'entretien, questionnaire ainsi que le focus groupe. Pour traiter ces données nous avons utilisé l'analyse de contenu.

Les résultats de cette recherche montrent que la gratuité est effective à 100%, mais avec un enjeu qui impacte négativement sur les conditions socio-économiques des ménages des enseignants en réduisant sensiblement leurs revenus salariaux.

Mots clés : *Impact, Gratuité de l'enseignement primaire, Conditions socio-économiques, Ménages des enseignants.*

Abstract

This work examines the impact of free education on social economic conditions of teachers' housekeepings in the educational subdivision of Karisimbi 1 in Goma town. The investigation from public primary schools of different managements in the same educational subdivision, where we have been in contact with 230 teachers from the following primary schools : MAENDELEO, KARISIMBI, CHIPUKO, NEEMA, TUUNGANE, FAZ KATINDO, TANGANYIKA, UMOJA, LUBERIZI, MARANATHA, KIANGANI, FURAHA, MABANGA and NYIRAGONGO.

The principal objective of this research is showing the impact of the nonpayment of primary education on social economic conditions of teachers' housekeepings in the subdivision of Karisimbi 1 from Goma town, to identify the strategies used by those teachers to improved their housekeeping social economic conditions affected by this nonpayment of primary education and by the end, knowing what is the wish of teachers for a successful nonpayment of primary education within their different areas in particular and in the town of Goma in general.

To achieve this, we have used the functional method respecting Robert King Merton's chart or scheme, together with documentary technics, interviews, and group focus.

The results of this investigation show that the nonpayment of primary education is really effective at 100%, but with an issue impacting negatively on the social economic conditions of teachers' housekeepings reducing significantly their salary incomes.

Key words: *Issue, Nonpayment of primary education, Social economic conditions, Housekeepings.*

I. Introduction

La reconnaissance internationale de la gratuité de l'enseignement primaire peut être retracée à partir de l'adoption par les Nations-Unies, de la convention relative aux droits de l'enfant de 1989 et la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous (EPT) adoptée en 1990 à Jomtien, Thaïlande. L'enseignement primaire universel a été au cœur des Objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT), ce qui a incité son insertion dans les objectifs du Millénaire pour le développement en 2000, puis dans les objectifs du développement durable.

En Afrique, lors du Forum de Dakar en 2000, les États se sont engagés à offrir un « enseignement primaire gratuit et obligatoire conformément à la convention relative aux droits de l'enfant et autres engagements internationaux ». Dès lors, des pays ont adopté des législations visant à promouvoir l'enseignement primaire universel, gratuit et obligatoire¹. Aussi, avec l'agenda 2063 de l'Union Africaine, la vision est-elle de voir un continent où les citoyens sont bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation pour une société du savoir qui constitue la norme et où aucun enfant n'est privé de scolarité à cause de la pauvreté ou de toute forme de discrimination.

La République Démocratique du Congo n'est pas restée à l'écart de la dynamique de l'universalisation de la gratuité de l'enseignement primaire. La Constitution du 18 février 2006 reconnaît la gratuité de l'enseignement primaire à la fois comme une obligation de l'État et un droit des citoyens, en son article 43, alinéa 4. Des tentatives partielles de mise en œuvre de cette disposition constitutionnelle ont été observées en 2010. Pour lutter contre la non scolarisation des enfants, le gouvernement congolais a instauré la gratuité progressive de l'enseignement primaire en commençant par la suppression de certains frais dans les cinq premières années du primaire sur toute l'étendue de la République.

C'est après les élections de 2018 et l'investiture de Félix Antoine TSHISEKEDI au pouvoir et au cours de l'année scolaire 2019-2020, que la gratuité de l'enseignement primaire sera rendue effective dans les écoles primaires publiques sur l'ensemble de la République.

¹ Bruns, B., and Luque, J. Archiving, *World-Class Education in Brazil: the next Agenda*. Washington, DC, World Bank. (Directions in Development) , 2012.

Les écoles primaires de la Ville de Goma ont, comme toutes les autres, appliqué la gratuité de l'enseignement de base. Par ailleurs, cela entraîne, des défis notamment sur la survie des enseignants habitués à recevoir la prime de la part des parents d'élèves. C'est pourquoi, la présente étude se focalise sur les incidences de la gratuité de l'enseignement primaire sur les ménages d'enseignants dans la Ville de Goma.

La gratuité de l'enseignement Primaire occupe une grande place dans le débat scientifique. Il est tantôt en termes de son efficacité interne, tantôt en termes de ses effets sur la qualité de l'enseignement. Dans le cadre de la présente étude, les discussions sur la gratuité de l'enseignement primaire ont commencé en Afrique par une présomption dans la littérature selon laquelle, les frais de scolarité sous forme de paiements des cours, d'uniformes obligatoires et d'autres paiements sont, dans certains pays, un facteur qui empêche la scolarisation des enfants les plus pauvres et qui rend difficile pour eux de rester les 5 ou 6 ans nécessaires pour acquérir un savoir fonctionnel. Les frais sous formes de coûts pour les manuels peuvent aussi gêner l'acquisition du savoir même pour ceux qui peuvent rester à l'école.

Suivant cette vision, **Raja BentaouetKattan et Nicholas Burnett**² montrent que l'enseignement primaire gratuit et universel a favorisé l'augmentation du taux d'inscription brut en primaire de 27% au Bangladesh, de 65% au Malawi et de 18% au Maroc.

Dans cette même lignée, **Michael Fleshman**³, soutient que la suppression des droits scolaires a eu l'effet escompté de faciliter considérablement l'accès à l'enseignement. Le nombre des élèves du cycle primaire au Kenya a augmenté de près de deux millions. Phénomène encourageant, le nombre d'élèves qui abandonnent l'école, a également chuté.

Après la suppression des frais scolaires en Afrique, le débat a tourné sur l'efficacité et l'impact de cette politique publique. Pour **Innocent Fozing**⁴, en omettant d'analyser la

² Raja BentaouetKattan et Nicholas Burnett, *Frais de scolarité dans l'enseignement primaire*, Education Réseau du Développement Humain, Banque Mondiale, 2004, p.8.

³ Michael Fleshman, « Suppression des frais de scolarité : Une mesure importante pour les enfants mais risques d'embûches pour les gouvernements » dans *Afrique renouveau*, 2010, pp. 16-18 ;

⁴ Innocent Fozing, « Gratuité de l'enseignement fondamental au Cameroun : réalité, implication budgétaire et impact sur le développement de l'éducation » dans *La Recherche en Education*, N° 2, 2009, pp. 3-20.

situation avant la mise en œuvre de la gratuité de la scolarisation primaire au Cameroun, elle a créé des problèmes non négligeables tels le déficit de financement des écoles, l'inefficacité de la distribution du paquet minimum, la mauvaise qualité de l'éducation due au surpeuplement, le manque de matériels didactiques et d'enseignants en nombre suffisant ; problèmes aggravés par le manque des infrastructures scolaires.

En République Démocratique du Congo, des auteurs se sont aussi intéressés à l'analyse d'impact de la gratuité de l'enseignement. Nous citons entre autre : **Gratien MOKONZI BAMBANOTA**⁵, dans son article, voulait savoir si le rêve de la gratuité n'est-il pas un ennemi redoutable en face duquel se trouve actuellement la RDC. Sans une planification rationnelle, ne va-t-elle pas renforcer la dégradation de la qualité de l'enseignement primaire ? L'auteur fait remarquer que rater une planification rationnelle et un examen minutieux des contours d'une question aussi fondamentale qu'est l'éducation de base, serait une autre manière de renforcer la dégradation de l'enseignement et partant, vouer tout un peuple au naufrage. L'article de cet auteur a le mérite de dire que l'application de la gratuité de l'enseignement primaire a été faite sans planification ni un examen minutieux des contours à la question. Cependant, l'auteur a semblé oublier l'incidence de cette gratuité sur les conditions socio-économiques des ménages des enseignants.

Phidias AHADI SENGE MILEMBA⁶, parlant du dessous de l'application de la gratuité de l'Enseignement de Base aujourd'hui dans sa recherche révèle que, depuis des lustres, l'éducation en République Démocratique du Congo connaît une grave crise de financement qui s'accumule au fil des années. Mais, dans l'entre-temps, l'éducation primaire et secondaire est décrétée obligatoire et gratuite dans les écoles publiques du pays. C'est là que le paradoxe, qui est notre étude aujourd'hui, remonte à la surface, et sort des éclats, dans un contexte de récession économique et de modicité budgétaire de l'État. Le point fort de cette étude est d'avoir déclaré que depuis des lustres, l'éducation en RDC connaît une grave

⁵ Gratien MOKONZI BAMBANOTA, « Gratuité et qualité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo », in *Congo-Afrique*, Décembre 2012, n°470, pp.768-785.

⁶AHADI SENGE MILEMBA Phidias, « Obligeance et la gratuité de l'enseignement de base en République Démocratique du Congo, entre l'agréable et le désagréable », in *Regards croisés*, les Editions de Pole Institute, n°37, 2021, pp. 28-35.

crise de financement qui s'accumule au fil des années. Cependant, la faiblesse de cet article réside dans le fait que l'auteur n'a pas proposé des solutions à la crise financière ni celles concernant l'application de la gratuité de l'enseignement de base.

Pour leur part, **Philippe Bila Menda et Jeannine MayimbiDitsidi**⁷ se sont fixés comme objectif d'analyser l'application de la réforme de la gratuité dans les écoles primaires publiques de la RDC pour relever les défis et évaluer les effets de la gratuité de l'éducation en RDC. Ces auteurs classent les défis de la gratuité de l'éducation à trois niveaux : au niveau de l'élève, de l'enseignant et des parents. Pour l'élève, les auteurs mentionnent : l'encombrement dans la salle, moins de devoirs à domiciles. Pour l'enseignant, l'étude évoque les défis suivants : l'enseignant ne parvient pas à bien enseigner du fait que la position ou le nombre des élèves, la charge pour le maître augmente, mauvaise rémunération. Pour les parents, les résultats de ces auteurs ont signalé les défis suivants : des résultats médiocres présentés par les enfants, les parents ne font plus le choix de bon encadrement de leurs enfants, le niveau de surveillance ne sont plus au rendez-vous.

Poursuivant, **Olivier Monso**⁸, montre qu'en France, les conditions de vie familiale et de logement sont une composante essentielle de la qualité de vie des enseignants, et influencent aussi leurs conditions de travail et leur carrière. En Afrique, la question des conditions socioéconomiques des enseignants est souvent traitée dans la littérature comme un facteur de motivation ou de démotivation des enseignants, comme le montre **Jean-Baptiste Ndagijimana** au Rwanda.⁹ Des auteurs ont aussi analysé les conditions socioéconomiques des enseignants en République Démocratique du Congo.

⁷ Bila Menda P. et MayimbiDitsidi J., « Gratuité de l'éducation de base dans les écoles primaires publiques en République Démocratique du Congo : « Etat de lieu, défis, effets et perspectives », in *British Journal of Education*, Vol.12, Issue 2, 1-22, 2024, [en ligne] sur : <https://www.eajournals.org/>, Consulté le 15 juin 2024.

⁸ Olivier Monso, « Les conditions de vie familiale des enseignants », in *Education & Formations*, N°101, Novembre 2020.

⁹ Ndagijimana J.-B., Les facteurs de la faible motivation et leurs effets sur l'apprentissage. Cas des élèves de l'Ecole Normale Primaire (ENP/TTC) au Rwanda, Thèse de doctorat en Psychologie de l'éducation, Université de Bouaké; Université de Bouaké/Côte d'Ivoire, 2013.

Sosthene Magangi Amisi et Armand Assumani Nyanga¹⁰ envisage la détérioration des conditions socioéconomiques des enseignants dans la Ville de Kindu comme la conséquence directe de la gratuité de l'enseignement. Le mérite des travaux de ces auteurs est de montrer que face à cette situation, pour nouer les deux bouts de mois, certains enseignants recourent au système de prêt usuraire communément appelé « Banque Lambert » afin de faire face aux dépenses urgentes (non prévues) et de fois, de montant élevé dans leurs familles respectives. La présente étude se rapproche de la nôtre et s'en démarque plus sur le milieu et l'objet d'étude.

Kayeye Magala Georges et al.¹¹, prennent un autre axe en abordant la question des conditions socioéconomiques des enseignants. En effet, ces auteurs évaluent la qualité de vie des enseignants d'écoles primaires et secondaires de la ville de Goma selon les indicateurs comme l'aspect affectif de l'enseignant ; la capacité vocale de communication de l'enseignant ; les relations interpersonnelles avec la communauté ; l'appréciation de la hiérarchie et des collègues ainsi que de sa santé ; l'auto-évaluation de l'efficacité de son travail ; la satisfaction des besoins de l'enseignant ; la capacité d'adaptation à la pression professionnelle et de l'apprentissage ; contrecoups du travail de ses supérieurs et collègues sur son efficacité et satisfaction tirée de la résolution des problèmes des élèves. Le mérite de cette étude est de souligner le fait qu'il existe un lien significatif entre le secteur (primaire/secondaire), la nature de la convention, le revenu du ménage, la taille du ménage et la qualité de vie des enseignants dans la Ville de Goma. Cette étude se rapproche de la présente en termes de milieu d'étude et s'en éloigne en termes d'objet de l'étude.

En République Démocratique du Congo, c'est depuis déjà plusieurs années que les enseignants sont confrontés aux problèmes de survie dans leurs ménages. En effet, c'est depuis les années 1975, suite à la chute des cours des matières premières, et en 1982 avec la

¹⁰MagangiAmisi S. et AssumaniNyanga, A., « Prêt à taux d'intérêt usuraire et coût de vie des ménages emprunteurs. Cas des ménages d'enseignants et fonctionnaires publics dans la ville de Kindu » (2021), In *Annales de l'Université de Goma*, Vol XI, N° 1, 2021, pp. 30-49.

¹¹KayeyeMagala G., ChizaKajibwami F. et Butotima Safari A. «Evaluation de la qualité de vie des enseignants des écoles primaires et secondaires de la ville de Goma », In *Annales de l'Université de Goma*, Vol XIII, N° 1, 2023, pp. 200-223.

crise de la dette, dans le cadre du programme d'ajustement structurel que le budget alloué à l'enseignement par l'État diminua. En 1992, suite à une grève illimitée des enseignants non payés, il fut entériné la prise en charge des enseignants par les parents dans le réseau catholique sous forme d'une « prime de motivation ». Cette prime a été à la base tant des abandons et décrochages scolaires chez les élèves que de la dégradation des conditions de vie des enseignants, qui peinaient constamment d'assurer leurs propres besoins de base à cause de leurs salaires minimaux.

Ainsi, dans le souci de pallier au taux élevé des enfants non scolarisés, d'une part ; et d'autres part, de se conformer aux exigences internationales sur l'Education pour tous, la République Démocratique du Congo a consacré, dans la Constitution du 18 février 2006, la gratuité de l'enseignement de base. Cette disposition constitutionnelle a été mise en œuvre de manière effective à partir de l'année scolaire 2019-2020. Dans l'esprit des décideurs politiques, le problème à résoudre d'urgence n'est pas celui de l'allègement du poids financier qui pèse sur les épaules de parents dont beaucoup vivent dans des conditions sociales souvent difficiles, mais celui du changement de cap radical dans la vision et dans la structuration de l'ordre global du système éducatif au Congo.

C'est cette situation qui s'observe dans la Ville de Goma où les enseignants d'écoles primaires se plaignent des conditions socioéconomiques de leurs ménages suite à la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement. Aussi, avons-nous observé que ces enseignants ne restent pas indifférents face aux effets de la gratuité de l'enseignement primaire. C'est dans cette logique que la présente recherche trouve toute sa pertinence pour tenter d'examiner scientifiquement l'enjeu de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socio-économiques des ménages de professionnels de la craie des écoles primaires publiques dans la sous division de l'EPST KARISIMBI1 en ville de Goma.

Eu égard à ce qui précède, notre préoccupation s'articule autour de trois questions :

- Quel est l'impact de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socio-économiques des ménages d'enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma ?

- Que font les enseignants d'écoles primaires publiques de la sous division de l'EPST Karisimbi1 en ville de Goma pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages ?
- Quel est le souhait des enseignants face à la gratuité de l'enseignement ?

En rapport avec les questions posées, émettons les hypothèses suivantes :

- En terme d'impact, la gratuité de l'enseignement primaire aurait une incidence négative sur les conditions socio-économiques des ménages d'enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma. Cette incidence se traduirait par la diminution sensible des revenus salariaux, la difficulté de nouer les deux bouts du mois, la vie de paupérisation généralisée, la diminution du nombre de repas par jour, les mauvaises conditions de logement et transport.
- Pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages, les enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma recourent aux alternatives comme le préceptorat, l'élevage, petit commerce, le taxi moto et beaucoup d'autres activités.
- Le souhait des enseignants face à la gratuité de l'enseignement primaire serait la majoration sensible du salaire et prime de gratuité.

Au travers des questions posées dans la problématique, cette étude a pour objectifs :

- De dégager l'incidence de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socio-économiques des ménages d'enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 en ville Goma.
- D'identifier les stratégies utilisées par les enseignants de la sous division de l'EPST Karisimbi1 en ville de Goma pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages impactées par la gratuité de l'enseignement primaire.
- Identifier le souhait des enseignants face à la gratuité de l'enseignement primaire.

Cette recherche couvre une période allant de 2019 qui correspond à la mise en application de l'effectivité de la gratuité de l'Enseignement Primaire et 2024, qui correspond à l'année de manifestation des effets négatifs de la gratuité tant pour les Enseignants que sur les Apprenants ainsi que la première année du deuxième mandat du Président de la République qui considère la gratuité de l'enseignement comme une réussite totale de sa gouvernance.

Sur le plan spatial, elle porte sur les enseignants d'écoles primaires publiques de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma qui, suite à l'application de la gratuité de l'enseignement primaire, ont vu la diminution de la masse salariale et la détérioration des conditions socio-économiques de leurs ménages.

II. Cadre théorique et méthodologique

Dans cette réflexion, nous mobilisons dans le cadre de cette étude, deux théories, pour expliquer notre objet d'étude portant sur l'incidence de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socioéconomiques d'enseignants dans la sous division de l'EPST Karisimbi1 en Ville de Goma. Il s'agit **de la théorie de l'action publique** et la **théorie de résilience**.

Y. Mény., et J.C Thoenig.¹², développent cinq caractéristiques pour analyser une politique publique.

1. Premièrement, l'activité publique s'identifie sous la forme d'une substance, d'un contenu, d'un ensemble de mesures concrètes.
2. Deuxièmement, une politique publique ne se réduit pas à un acte isolé mais s'intègre à un cadre plus général, un programme.
3. Troisièmement, l'activité publique consiste en l'expression de finalités et de préférences. Elle adopte une orientation normative.
4. Quatrièmement, l'acteur gouvernemental possède une légitimité, l'autorité légale s'imposant à la collectivité comme un facteur de coercition.
5. Enfin, une politique publique se définit par son ressort social, par les ressortissants dont la situation, les intérêts et les comportements se voient affectés par l'action publique.

Ces caractéristiques s'appliquent dans le cadre de cette recherche par le fait que la gratuité de l'enseignement primaire est une mesure concrète prise par les autorités politiques de la République Démocratique du Congo et s'intègre dans une Politique Publique plus large du programme d'action du nouveau Chef de l'État après les élections de 2018. En plus, la

¹²Mény Y., Thoenig J.-C, Op. cit.

mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire est une expression normative contenue dans la Constitution de la République et a pour finalité de se conformer aux exigences internationales de l'Éducation Pour Tous et aux objectifs du développement durable.

En outre, cette mesure a été prise par un acteur gouvernemental qui possède une légitimité et l'autorité légale pour imposer sa mise en œuvre avec un pouvoir de coercition. Étant donné qu'elle constitue un impératif constitutionnel.

*S'agissant de ses Postulats et son application, retenons que l'analyse des politiques publiques consiste en un effort de mise en perspective des choix politiques, des processus d'action à travers lesquels ils sont conduits, des réalisations qui s'en suivent et des conséquences qui en découlent. Divers modèles présentent l'analyse des politiques publiques en grandes étapes. Le plus célèbre reste sans doute la grille de Jones, qui dans son ouvrage classique, *An Introduction to the Study of Public Policy* (1970), a élaboré une grille destinée à améliorer la visibilité et la compréhension de l'action publique. Cette approche séquentielle permet de suivre le développement d'une politique à travers six phases : la mise sur agenda, la production de solutions, la décision, la mise en œuvre, l'évaluation et la terminaison¹³.*

En effet, la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire a provoqué plusieurs problèmes dont la baisse de l'enveloppe salariale des enseignants, ce qui affecte leurs conditions de vie socioéconomiques.

Cette approche séquentielle présente à la fois des avantages et des inconvénients. Le premier atout de cette grille consiste à proposer un cadre d'analyse simple de l'action publique introduisant un minimum d'ordre dans la complexité des actions et des décisions constitutives d'une politique publique. Son caractère général permet de rendre compte de toute politique publique. Son deuxième avantage est d'apporter une sociologisation du regard sur l'action de l'État en insistant sur le jeu des acteurs dans les différentes phases.

¹³ Jones Charles, O., *An Introduction to the Study of Public Policy*, Wadsworth Publishing Company, 1970, p170.

Toutefois, cette grille présente des limites importantes. L'action publique y est présentée de façon trop linéaire. Dans la pratique, toutes ces séquences s'entremêlent. Parfois, certaines étapes n'existent pas ou se retrouvent dans des ordres différents. Une autre critique, plus large, concernant la posture théorique de l'analyse séquentielle tourne autour de l'idée de résolution de problème. Ainsi, le processus de résolution d'un problème s'avère-t-il bien plus complexe que ne le laisse penser cette approche. Faire une politique publique consiste davantage à construire une nouvelle représentation des problèmes qui met en place les conditions socio-politiques de leur traitement par la société et structure ainsi l'action de l'État.

Par ailleurs, bien que la théorie de l'action publique nous permette d'analyser l'émergence et les impacts de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions de vie socioéconomiques des enseignants dans la sous division de l'EPST KARISIMBI1 en Ville de Goma, elle ne nous aide pas pour autant dans la compréhension des mécanismes de résilience de ces dernières faces à cette politique publique. Ce qui justifie le recours à **la théorie de résilience** pour expliquer comment les enseignants réagissent et s'adaptent face aux effets de cette politique publique.

C'est cette théorie de résilience¹⁴ qui nous permet d'expliquer comment les enseignants des écoles primaires publiques de la sous division de l'EPST Karisimbi1 en Ville de Goma réagissent face aux effets de la gratuité de l'enseignement primaire pour assurer leur survie socioéconomique. Ainsi, les deux théories mobilisées nous permettent-elles d'expliquer l'objet de cette recherche.

Quant à la Méthode, en vue d'atteindre l'explication et vérifier nos hypothèses, nous avons opté pour la **méthode fonctionnelle selon le schéma de Robert King Merton**¹⁵. En opérationnalisant cette méthode constatons que :

¹⁴Bourcart, L., Émergence et usages du concept de résilience dans les mondes académique et institutionnel. Thèse en Science politique, Université Grenoble Alpes, 2015.

¹⁵ Merton R.K, *cité par* Esiso Asia Amani, *Manuel de méthodologie de recherche en Sciences Sociales*, IRSA, P.U.K, Kisangani, 2012, p.83.

- a) La dégradation des conditions socioéconomiques des ménages des enseignants des écoles primaires dans la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma, est une conséquence observée de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire.
- b) Manifestement, l'instauration de la gratuité de l'enseignement avait pour fonction de soulager le poids de scolarité aux parents, de se conformer aux exigences internationales et d'appliquer les dispositions constitutionnelles. Comme fonction latente, la mise en œuvre de cette politique visait un concours de popularité pour le Président Félix Antoine Tshisekedi nouvellement élu mais aussi pour montrer que le régime passé ne gouvernait pas convenablement le pays.
- c) Comme dysfonction, la gratuité de l'enseignement primaire a créé plusieurs défis, notamment le phénomène Non payés, Nouvelles Unités et pléthore des élèves dans les salles de classes, occasionnant ainsi la baisse de la qualité de l'enseignement et de la qualité de vie des enseignants.
- d) Pour pallier à la baisse de leur revenu suite à l'instauration de la gratuité de l'enseignement, les enseignants des écoles primaires de la sous-division de l'EPST Karisimbi1 en Ville de Goma recourent aux alternatives secondaires comme le préceptorat, l'élevage, le petit commerce, le taxi moto et voiture, comme équivalents fonctionnels de la prime que donnaient les parents d'élève avant la gratuité.

S'agissant des techniques, disons qu'elles sont de deux natures dont l'une relative à la collecte des données et l'autre, en rapport avec le traitement des données.

a) Techniques de collecte des données

En ce qui concerne la collecte des données de la présente recherche, nous avons fait recours à l'observation directe désengagée, la technique documentaire ainsi que le questionnaire écrit.

- La technique documentaire :
- L'entretien
- Questionnaire
- Le focus groupe

b) Population d'étude et échantillonnage

La population qui fait l'objet de cette recherche est constituée par les Enseignants et Directeurs d'écoles primaires publiques de la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma.

S'agissant de la taille de l'échantillon, elle s'élève à 230enseignants mécanisés et payés, interviewés dans 14 écoles de différentes gestions notamment dans les Écoles Non Conventionnées ou dites Officielles, Écoles conventionnées catholiques, protestantes (CBCA, CEBCE, CEPAC, CADAF, CAC), Ecoles Conventionnées Islamiques, kimbanguistes et Ecoles Conventionnées Adventistes.

Cet échantillon est à choix raisonné (technique rationnelle ou de quotas). Il a inclus deux moments (phases). Premièrement, la construction de modèle réduit de l'univers de l'enquête ou le plan d'enquête et deuxièmement la détermination des quotas, c'est-à-dire les catégories et le nombre de personnes à interroger. Ainsi, avons-nous retenu 14 écoles primaires publiques bénéficiaires de la gratuité dans la sous division de l'EPST Karisimbi1 à Goma, dans lesquelles nous allons opérer le choix de 230 individus à interroger. Les Ecoles, leurs gestions ainsi que les enquêtés par sexe de notre échantillon sont résumées dans le tableau ci-après :

Tableau 1. Echantillon d'étude

N°	Ecole	Gestion	Effectifs		Total
			Homme	Femme	
1	EPA MAENDELEO	CBCE	13	7	20
2	EP KARISIMBI	ECC	10	8	18
3	EP CHIPUKO	ECC	13	14	27
4	EP NEEMA	ECC	10	6	16
5	EP TUUNGANE	ENC	15	5	20
6	EP FAZ KATINDO	ENC	9	5	14
7	EP TANGANYIKA	ENC	17	10	27
8	EP UMOJA	ECI	9	3	12
9	EP LUBERIZI	ECP/CAC	10	4	14
10	EP MARANATHA	ECASJ	9	3	12
11	EP KIANGANI	ECK	5	3	8
12	EPA FURAHA	ECP/CADAF	8	6	14
13	EP MABANGA	ECP/CBCA	8	6	14
14	EP1 NYIRAGONGO	ECP/CEPAC	10	4	14
TOTAL			146	84	230

Source : Notre sélection parmi les 60 écoles primaires Publiques mécanisées et payées de la sous division de l'EPST KARISIMBI en ville de Goma. **Techniques de traitement des données**

Pour le traitement des données, la technique d'analyse de contenu nous a servi de cadre.

III. Résultats de l'étude

Tableau 2. Sexe des répondants

N°	Sexe	Effectif	Pourcentage
1	Masculin	145	63
2	Féminin	85	37
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Au regard des données de ce tableau, cette recherche a été menée sur 230 enseignants, notamment 145 enquêtés soit 63% du sexe masculin contre 85 enquêtés soit 37% du sexe féminin

Tableau 3. Age des répondants

N°	Tranche d'âge	Effectif	Pourcentage
1	20 à 35ans	47	20
2	36 à 50ans	119	52
3	51ans et plus	64	28
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Les données de ce tableau renseignent que, 47enquêtés sur 230 soit 20% sont dans l'intervalle d'âge compris entre 20 et 35ans, 64 enquêtés soit 28% ont 51ans ou plus et 119 enquêtés soit 52% sont entre 36 et 50ans.

Tableau 4. Niveau d'instruction des répondants

N°	Niveau d'instruction	Effectif	Pourcentage
1	Secondaire	179	78
2	Supérieur	31	13
3	Universitaire	20	9
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : S'agissant du niveau d'étude, 179 enquêtés soit 78% ont un diplôme d'Etat du niveau secondaire, 31 enquêtés soit 13% ont un diplôme de gradué et 20 enquêtés soit 9% ont un diplôme universitaire.

Tableau 5. État matrimonial des répondants

N°	État matrimonial	Effectif	Pourcentage
1	Célibataire	49	21
2	Marié	119	52
3	Divorcé	4	2
4	Séparés du corps	33	14
5	Veuf(veuve)	25	11
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Par rapport à l'État civil, 119 enquêtés sur 230 soit 52% sont mariés, 49 enquêtés soit 21% sont célibataires, 33 enquêtés soit 14% sont séparés du corps cad séparés sans aucun acte du divorce, 25 enquêtés soit 11% sont veuf(ve) et enfin 4 enquêtés soit 2% sont divorcés.

Tableau 6. Taille des ménages des répondants

N°	Taille de ménage	Effectif	Pourcentage
1	De 1 à 5membres	45	20
2	6 à 10 membres	67	29
3	11 à 15 membres	109	47
4	16 membres et plus	9	4
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Au tableau N° 6, par rapport à la taille de ménages, 45 enquêtés soit 20% ont un effectif de 1 à 5 membres dans leurs ménages, 67 enquêtés soit 29% ont 6 à 10 membres dans leurs ménages, 109 enquêtés soit 47% ont des ménages ayant 11 à 15 membres et enfin, 9 enquêtés soit 4% dont plus de 16 membres dans leurs ménages.

Tableau 7. Ancienneté des répondants dans l'enseignement

N°	Ancienneté	Effectif	Pourcentage
1	De 5ans à 10ans	15	7
2	De 11 à 15ans	47	20
	16 à 20ans	82	36
	21 et 25ans	33	14
3	26ans et plus	54	23
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Les données de ce tableau N° 7 nous renseignent que 19 enquêtés soit 8% ont une ancienneté variant entre 5 et 10ans, 147 enquêtés soit 64% ont une ancienneté variant entre 11 et 20ans

Tableau 8. Année scolaire d'effectivité de la gratuité totale de l'enseignement dans votre école

N°	Année scolaire de la gratuité	Effectif	Pourcentage
1	2019	0	0
2	2020	167	73
3	2021	63	27
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : S'agissant de l'année d'effectivité de la gratuité dans les écoles, 167 enquêtés soit 73% renseignent qu'elle a été effective dans leur école en 2020 alors que 63 enquêtés soit 27% disent que c'était en 2021 dans leur école

Tableau 9. Types de rémunération avant la gratuité de l'enseignement

N°	Types de rémunération	Effectif	Pourcentage
1	Prime des parents	71	31
2	Salaire et prime des parents	159	69
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtés sur terrain en 2024

Commentaire : Quant aux types de rémunération avant la gratuité, 71 enquêtés soit 31% n'avaient que la prime des parents et 159 enquêtés soit 69% avaient la prime et le salaire à la fois.

Tableau 10. Hauteur de la prime des parents avant la gratuité de l'enseignement

N°	Hauteur de la prime des parents	Effectif	Pourcentage
1	De 50 à 99 USD	35	19
2	De 100 à 200 USD	68	12
3	Plus de 200 USD	127	69
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Avant la gratuité de l'enseignement, 35 enquêtés soit 19% avaient une prime variant entre 50 à 99 dollars, 68 enquêtés soit 12% avaient une prime variant entre 100 et 200dollars et enfin 127 enquêtés soit 69% avaient une prime des parents de plus de 200 dollars.

Tableau 11. L'équivalent du salaire en dollars avant la gratuité de l'enseignement

Question	Types de rémunération	Effectif	Pourcentage
Quelle est la hauteur du salaire que vous receviez avant la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ?	De 140 à 149 USD	47	20
	Plus de 150 USD	183	80
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Quant au salaire avant la gratuité, 47 enquêtés soit 20% avaient un salaire variant entre 140 et 149 dollars alors que 183 enquêtés soit 80% disent que leur salaire en francs congolais atteignait plus de 150 dollars étant donné qu'il y avait une stabilité du taux de change.

Tableau 12. Types et hauteur de rémunérations pendant la gratuité de l'enseignement

Question	Types de rémunération	Montant	Effectif	Pourcentage
Quels sont les types et hauteur de rémunération avez-vous pendant la gratuité de l'enseignement primaire ?	Salaire et Prime de gratuité	320.000FC + 80.000FC	230	100
	Prime de parents	00FC	00	00
	Autres subsides	00FC	00	00
	TOTAL	400.000FC	230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Dans ce tableau, 230 enquêtés soit 100% révèlent que pendant la gratuité ils reçoivent un salaire de 320.000FC et une prime de gratuité de 80.000FC, ce qui donne en tout un montant de 137 dollars au taux actuel de 2900 le dollar.

Tableau 13. Trait à l'existence de l'impact négatif de la gratuité de l'enseignement sur les conditions socio-économiques de ménage de l'enseignant de l'école primaire.

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
La gratuité de l'enseignement a-t-elle impacté les conditions socio-économiques de ménage l'enseignant de l'école primaire ?	Oui	230	100
	Non	00	00
TOTAL		230	100

Commentaire : S'agissant de résultats de ce tableau, 230 enquêtés soit 100% ont confirmé que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté sur les conditions socio-économiques des ménages d'enseignants.

Tableau 14. Effets liés aux impacts négatifs de la gratuité de l'enseignement primaire sur les ménages des enseignants de la ville de Goma

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Quels sont les aspects négatifs de la gratuité de l'enseignement primaire dans votre ménage	Diminution sensible des finances dans les ménages	119	52
	Difficulté de nouer les deux bouts du moins	54	23
	Une vie de paupérisation caractérisée	30	13
	Réduction du nombre de repas par jour	15	7
	Stigmatisation des enfants des enseignants du primaire à l'école secondaire	12	5
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Les données de ce tableau révèlent que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté négativement les revenus de l'enseignant à travers plusieurs aspects ; 119 enquêtés soit 52% révèlent que c'est à travers la diminution sensible des finances dans leurs ménages, 54 enquêtés soit 23% disent que c'est à travers la difficulté de nouer les deux bouts du mois, 30 enquêtés soit 13% révèlent que c'est la vie de paupérisation, 15 enquêtés soit 7% disent que c'est à travers la réduction du nombre de repas par jour et enfin 12 enquêtés soit 5% renseignent que leurs enfants sont stigmatisés à l'école secondaire étant donné qu'ils ne payent pas.

Tableau 15. portant sur les conditions socio-économiques des ménages des enseignants avant la gratuité de l'enseignement primaire ?

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Comment se présentaient les conditions socio-économiques de vos ménages avant la gratuité de l'enseignement primaire?	Très bonne	00	00
	Bonne	102	44
	Moyenne	128	56
	Médiocre	00	00
	Très médiocre	00	00
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Dans ce tableau, 102 enquêtés soit 44% révèlent que les conditions socio-économiques de leurs ménages étaient bonnes avant la gratuité de l'enseignement primaire contre 128 enquêtés soit 56% qui soutiennent que leurs conditions socio-économiques étaient moyennes avant la mise en application de la gratuité de l'enseignement primaire.

Tableau 16. Conditions socio-économiques des ménages d'enseignants pendant la gratuité de l'enseignement primaire ?

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Comment se présentent les conditions socio-économiques de vos ménages pendant la gratuité de l'enseignement primaire?	Très bonne	00	00
	Bonne	00	00
	Moyenne	00	00
	Médiocre	171	74
	Très médiocre	59	26
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Dans ce tableau, 171 enquêtés soit 74% révèlent que les conditions socio-économiques de leurs ménages sont médiocres pendant la gratuité de l'enseignement primaire contre 59 enquêtés soit 26% qui soutiennent que leurs conditions socio-économiques sont très médiocres depuis la mise en application de la gratuité de l'enseignement primaire.

Tableau 17. Alternatives utilisées pour pallier aux besoins socio-économiques impactés par la gratuité de l'enseignement primaire

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Quels sont les alternatifs utilisés pour pallier aux besoins socio-économiques de vos ménages pendant la gratuité de l'enseignement primaire?	Taxi moto et voiture	23	10
	Petit commerce	124	54
	Agriculture	20	9
	Elevage	37	16
	Préceptorat	26	11
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Face aux impacts négatifs de la gratuité de l'enseignement ayant impacté les ménages d'enseignants, ces derniers recourent aux alternatives pour tant soit peu faire vivre leurs ménages. Ainsi, 23 enquêtés soit 10% font-ils le taxi moto et voiture, 124 enquêtés soit

54% font le petit commerce, 20 enquêtés soit 9% font l'agriculture, 37 enquêtés soit 16% font le petit élevage à domicile, et enfin 26 enquêtés soit 11% font le préceptorat.

Tableau 18. Pistes de solutions pour pallier aux besoins socio-économiques impactés par la gratuité de l'enseignement primaire

Question	Réponse	Effectif	Pourcentage
Que faire pour permettre l'amélioration des conditions socio-économiques de vos ménages impactés par la gratuité de l'enseignement primaire ?	Suppression partielle de la gratuité	53	23
	Suppression totale de la gratuité et restauration de la prime des parents d'élève	32	14
	Majoration du salaire de l'Etat et de la prime de gratuité	145	63
TOTAL		230	100

Source : Nos enquêtes sur terrain en 2024

Commentaire : Pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages, 53 enquêtés soit 23% soutiennent qu'il faut une suppression partielle de la gratuité, 32 enquêtés soit 14% souhaitent une suppression totale de la gratuité et restauration de la prime des parents d'élève, enfin 145 enquêtés soit 63% soutiennent qu'il faut plutôt majorer le salaire de l'Etat ainsi que la prime de gratuité.

IV. Discussion des résultats

Les résultats de cette recherche ont confirmé nos hypothèses au tableau 14 , 17 et 18 en ce sens qu'au Tableau 14, les enquêtés ont révélé que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté négativement sur les revenus de l'enseignant à travers plusieurs aspects ; une majorité d'enquêtés notamment 119 sur 230 enquêtés soit 52% révèlent que c'est à travers la diminution sensible des finances dans leurs ménages, 54 enquêtés soit 23% disent que c'est à travers la difficulté de nouer les deux bouts de mois. S'agissant de résultats du tableau N° 13, 230 enquêtés soit 100% ont confirmé que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté sur les conditions socio-économiques des ménages d'enseignants. Les résultats de cette première hypothèse rejoignent la réflexion des auteurs comme Innocent Fozing, Gratién MOKONZI BAMBANOTA, Phidias AHADI SENGE MILEMBA qui, d'une manière globale soutiennent dans leurs études que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté, non seulement la qualité de l'enseignement, mais également sur les finances d'acteurs par manque de planification minutieuse dans un contexte de récession économique et de modicité budgétaire de l'État.

Dans le même ordre d'idée, les recherches de Philippe Bila Menda, Olivier Monso, Jean Baptiste Ndagijimana rejoignent notre étude d'une part, lors qu'elles évoquent la démotivation des enseignants, les conditions de vie familiale et logement de ces derniers comme facteurs qui impactent négativement la qualité de l'enseignement.

Face aux impacts négatifs de la gratuité de l'enseignement sur les ménages des enseignants, comme révèlent les résultats au tableau N° 17, ces derniers recourent aux alternatives pour tant soit peu faire vivre leurs ménages. Ainsi, comme alternative, une majorité de 124 enquêtés sur 230, soit 54% font le petit commerce pour survivre. Les résultats de cette hypothèse rejoignent ceux des travaux de Sosthène Magangi et Armand Assumani Nyanga qui stipulent que les enseignants la détérioration des conditions socio-économiques des enseignants dans la ville de Kindu comme conséquence de la gratuité et pour ce faire, recourent au système de prêt usuraire communément appelé « Banque Lambert » afin de faire

face aux dépenses urgentes. En fin au tableau 18, pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages, 145 enquêtés soit 63% soutiennent qu'il faut plutôt majorer le salaire de l'Etat ainsi que la prime de gratuité. Les résultats de cette hypothèse corroborent avec l'article de Gratien MOKONZI BAMBANOTA qui démontre que la gratuité de l'enseignement primaire a été faite sans planification, ni examen minutieux des contours à la question.

Au regard des résultats de cette étude, constatons que les hypothèses ont été confirmées.

Conclusion

A la fin de cette recherche, il sied de rappeler qu'elle a porté sur l'enjeu de la gratuité de l'enseignement primaire sur les conditions socio-économique des ménages des professionnels de la craie des écoles primaires publiques dans la sous division de l'EPST KARISIMBI1 à Goma.

Après collecte, analyse et interprétation des données, nous sommes aboutis aux résultats ci-dessous : la majorité d'enquêtés notamment 119 sur 230 enquêtés soit 52% révèlent que c'est à travers la diminution sensible des finances que la gratuité de l'enseignement primaire a impacté énormément leurs ménages. Face aux impacts négatifs de la gratuité de l'enseignement dans les ménages d'enseignants, ces derniers recourent à plusieurs alternatives pour vivre. Une majorité de 124 enquêtés 230, soit 54% font le petit commerce pour survivre. Pour améliorer les conditions socio-économiques de leurs ménages, 145 enquêtés soit 63% soutiennent qu'il faut plutôt majorer le salaire de l'État ainsi que la prime de gratuité.

Au vu de ces résultats, nous constatons que les hypothèses ont été confirmées. Cependant, nous ne prétendons pas avoir épuisé toutes les facettes de cette thématique, néanmoins notre objectif a été atteint. C'est dans ce cadre que nous laissons la brèche aux futurs chercheurs qui pourront nous emboîter le pas dans cette thématique surtout sur les aspects de la qualité de l'enseignement à l'ère de la gratuité, etc.

Références bibliographiques

- Ahadi Senge Milemba Phidias, « Obligeance et la gratuité de l'enseignement de base en République Démocratique du Congo, entre l'agréable et le désagréable », in *Regards croisés*, les Editions de Pole Institute, n°37, 2021, pp. 28-35.
- Bapolisi, B., et al. ; « Incidence de la gratuité de l'enseignement primaire sur le fonctionnement des écoles de la ville de Bukavu », in CERUKI, 2020, Nouvelle Série 61 : pp.224-251.
- Bila Menda P. et Mayimbi Ditsidi J., « Gratuité de l'éducation de base dans les écoles primaires publiques en République Démocratique du Congo : « Etat de lieu, défis, effets et perspectives », in *British Journal of Education*, Vol.12, Issue 2, 1-22, 2024, [en ligne] sur : <https://www.eajournals.org/>, Consulté le 15 juin 2024.
- Bourcart, L., *Émergence et usages du concept de résilience dans les mondes académique et institutionnel*. Thèse en Science politique, Université Grenoble Alpes, 2015.
- Bruns, B., and Luque, J. *Archiving, World-Class Education in Brazil: the next Agenda*. Washington, DC, World Bank. (Directions in Development) , 2012.
- Esiso Asia Amani, *Manuel de méthodologie de recherche en Sciences Sociales*, IRSA, P.U.K, Kisangani, 2012
- Gratien MOKONZI BAMBANOTA, « Gratuité et qualité de l'enseignement primaire en République Démocratique du Congo », in *Congo-Afrique*, Décembre 2012, n°470, pp.768-785.
- Innocent Fozing, « Gratuité de l'enseignement fondamental au Cameroun : réalité, implication budgétaire et impact sur le développement de l'éducation » dans *La Recherche en Éducation*, N° 2, 2009, pp. 3-20.
- Jones Charles, O., *An Introduction to the Study of Public Policy*, Wadsworth Publishing Company, 1970.

- Kayeye Magala G., ChizaKajibwami F. et Butotima Safari A. « Evaluation de la qualité de vie des enseignants d'écoles primaires et secondaires de la ville de Goma », In *Annales de l'Université de Goma*, Vol XIII, N° 1, 2023, pp. 200-223.
- Lukenya Nzogu L., Nassor Tubuku A. et Kayumba Kateba G., « Gratuité et efficacité interne de l'enseignement de base dans la ville de Kindu en République Démocratique du Congo », in *Global Scientific Journal*, Volume 11, Issue 1, January 2023. [en ligne] sur www.globalscientificjournal.com, consulté le 12 juin 2024.
- Magangi Amisi S. et Assumani Nyanga, A., « Prêt à taux d'intérêt usuraire et coût de vie des ménages emprunteurs. Cas des ménages d'enseignants et fonctionnaires publics dans la ville de Kindu » (2021), In *Annales de l'Université de Goma*, Vol XI, N° 1, 2021, pp. 30-49.
- Michael Fleshman, « Suppression des frais de scolarité, Une mesure importante pour les enfants mais risques d'embûches pour les gouvernements » dans *Afrique renouveau*, 2010, pp. 16-18 ;
- Ndagijimana J.-B., Les facteurs de la faible motivation et leurs effets sur l'apprentissage. Cas des élèves de l'Ecole Normale Primaire (ENP/TTC) au Rwanda, Thèse de doctorat en Psychologie de l'éducation, Université de Bouaké ; Université de Bouaké/Côte d'Ivoire, 2013.
- Olivier Monso, « Les conditions de vie familiale des enseignants », in *Education & Formations*, N°101, Novembre 2020.
- Raja Bentaouet Kattan et Nicholas Burnett, *Frais de scolarité dans l'enseignement primaire*, Education Réseau du Développement Humain, Banque Mondiale, 2004
- Rascle, N., L. Bergugnat, A. Florin et P. Guimard, *Qualité de vie des enseignants en relation avec celle des élèves : revue de question, recommandations*, Laboratoire Cultures, Education, Sociétés, Université de Nantes, 2016.